

VVV.

Conseil d'Etat LEGISLATION	Raad van State - WETGEVING
27 IX 1951	
Transmis à (M). <i>Proclamation (2)</i> Overgemaakt aan de H.	

L.2271/1/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 6 août 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "régulant l'application des franchises en matière de douane", a donné en sa séance du 20 août 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 6e Augustus 1951 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot regeling van de vrijstellingen in zake douane", heeft ter zitting van 20 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE MINISTERIEL REGLANT L'APPLICATION DES FRANCHISES
EN MATIERE DE DOUANE.

Le Ministre des Finances,

Vu le § 13, 1°, i, et le § 15, 1°, a, des dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée annexé à la Convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise, approuvée par la loi du 5 septembre 1947;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 1947 réglant l'application des franchises en matière de douane, modifié par les arrêtés ministériels du 28 septembre 1948, du 29 août 1949 et du 13 septembre 1949;

Sur la proposition du Conseil administratif des douanes;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

L'article 17 de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1947 est remplacé par les dispositions suivantes :

.../...

"Article 17.-

§ 1er. Franchise totale des droits d'entrée est accordée, aux conditions ci-après, pour :

- 1° les moyens de transport entrant dans le pays après avoir été exportés du territoire des parties contractantes de la Convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise, où ils se trouvaient en libre pratique;
- 2° les moyens de transport importés temporairement :
 - a) par des personnes n'ayant pas leur résidence principale dans le territoire visé au 1°, et qui les utilisent pour leur usage privé.

N'a pas sa résidence principale dans le territoire précité la personne qui y réside moins de six mois en moyenne par an.

Par usage privé, on entend l'utilisation à des fins autres que le transport de personnes contre rémunération ou le transport industriel ou commercial de marchandises;
 - b) par des entreprises dont le siège d'exploitation est situé en dehors du territoire précité et qui les utilisent pour le transport, en trafic international, de personnes ou de marchandises;
- 3° les objets constituant l'équipement usuel et normal des moyens de transport visés sous 1° et 2°.

§ 2. Il est interdit :

- 1° aux personnes ou aux entreprises ne remplissant pas les conditions prévues au § 1er, 2°, d'utiliser les moyens de transport visés à ladite disposition dans le territoire des parties contractantes de la Convention douanière belgo-luxembourgeoise-néerlandaise;

- 2° d'utiliser, dans le cas prévu au § 1er, 2°, a, les moyens de transport autrement que pour l'usage privé;
- 3° de prendre, dans le cas prévu au § 1er, 2°, b, des personnes ou des marchandises à bord des moyens de transport en un point situé à l'intérieur du territoire précité, pour les transporter en un autre point de ce territoire. Des dérogations à cette disposition peuvent être accordées par le directeur général des douanes et accises en ce qui concerne le matériel roulant de chemin de fer, utilisé en trafic international..

§ 3. Les véhicules routiers à moteur importés dans les conditions visées au § 1er, 1°, sont admis en franchise des droits d'entrée sur présentation d'un document établissant que leur présence en libre pratique a été reconnue et délivré par un office douanier belge, luxembourgeois ou néerlandais.

Ce document est délivré aux personnes résidant dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise, moyennant présentation du véhicule à un office douanier et sur production de pièces établissant :

- 1° soit que le véhicule ait été acquis régulièrement dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise;
- 2° soit qu'il ait été construit dans ce territoire;
- 3° soit qu'il y ait été importé régulièrement moyennant paiement des droits d'entrée ou avec le bénéfice d'une franchise définitivement acquise.

§ 4. 1° Les véhicules routiers à moteur importés temporairement dans les conditions visées au § 1er, 2°, sont admis en franchise des droits d'entrée, à charge de réexportation, sous le couvert d'un des documents ci-après :

- a) triptyque ou carnet de passages en douane délivré par une association agréée à cet effet par le directeur général des douanes et accises ou par le fonctionnaire qu'il délègue;
- b) certificat d'admission temporaire pour véhicules automobiles, délivré par un office douanier belge, luxembourgeois ou néerlandais. Ce certificat peut être obtenu au bureau d'importation sur déclaration de l'intéressé et moyennant constitution d'un cautionnement pour garantir le recouvrement éventuel des droits d'entrée.

Les documents visés sous a et b doivent faire mention du nom et de l'adresse de l'importateur ainsi que du délai pour lequel ils sont valables. Ils doivent également donner la description du véhicule pour lequel ils sont délivrés, avec tous les détails nécessaires pour l'identification de celui-ci et pour le calcul des droits qui pourraient devenir exigibles.

Ils ne sont valables que s'ils ont été délivrés à une personne ou à une entreprise visées au § 1er, 2°.

2° Les documents qui couvrent l'admission en franchise temporaire des véhicules routiers à moteur visés au 1° sont déchargés lorsqu'il résulte du visa de

sortie apposé par un office douanier belge, luxembourgeois ou néerlandais, que le véhicule a quitté, dans le délai imparti, le territoire visé au § 1er, 1°.

3° Les remorques et les roulottes attelées à des véhicules routiers à moteur bénéficient de la franchise dans les mêmes conditions que ces derniers. Elles doivent faire l'objet d'un document distinct de celui relatif au véhicule tracteur. Cependant, les voitures de tourisme et les petites remorques qui y sont attelées pour servir au transport exclusif des bagages personnels des occupants de la voiture, peuvent faire l'objet d'un même document.

§ 5. Les aéronefs immatriculés en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg ou aux Pays-Bas, sont admis en franchise des droits d'entrée s'il est établi que la condition prévue au § 1er, 1°, est remplie.

§ 6.1° Les aéronefs importés dans les conditions visées au § 1er, 2°, sont admis en franchise des droits d'entrée, à charge de réexportation, sous le couvert d'un des documents ci-après :

a) carnet de passages en douane délivré par une association agréée à cet effet par le directeur général des douanes et accises ou par le fonctionnaire qu'il délègue;

.../...

- b) certificat d'admission temporaire. Ce certificat peut être obtenu au bureau d'importation sur déclaration de l'intéressé et moyennant constitution d'un cautionnement pour garantir le recouvrement éventuel des droits d'entrée.

Les documents visés sous a et b doivent faire mention du nom et de l'adresse de l'importateur ainsi que du délai pour lequel ils sont valables. Ils doivent également donner la description de l'aéronef pour lequel ils sont délivrés avec tous les détails nécessaires pour l'identification de celui-ci et pour le calcul des droits qui pourraient devenir exigibles.

- 2° Le carnet de passages en douane ou le certificat d'admission temporaire est déchargé lorsque l'exportation de l'aéronef est établie par un visa de la douane de l'aérodrome de départ et par un certificat d'arrivée à l'étranger émanant de la douane du pays où l'aéronef s'est posé.

§ 7. Les moyens de transport autres que ceux visés aux §§ 3, 4, 5 et 6 sont admis en franchise s'il est manifeste qu'ils avaient été exportés alors qu'ils se trouvaient en libre pratique dans le territoire visé au § 1er, 1°, ou qu'ils sont importés temporairement dans les conditions prévues au § 1er, 2°. A la demande des agents de la douane, les importateurs sont tenus de fournir la preuve du droit à la franchise.

Lorsqu'au moment de l'importation, il ne peut être établi que le moyen de transport pour lequel la franchise est demandée par application du § 1er, 1°, tombe sous l'application de cette disposition, un cautionnement doit être constitué pour garantir le recouvrement éventuel des droits d'entrée. Dans ce cas, il est délivré un document constatant dans quelles conditions l'importation a eu lieu. Ce document est déchargé dès qu'est fournie la preuve que le moyen de transport tombe sous l'application du § 1er, 1°.

Les mêmes mesures sont applicables lorsque la douane estime nécessaire de contrôler la réexportation d'un moyen de transport importé dans les conditions prévues au § 1er, 2°. Dans cette éventualité, le document délivré est déchargé lorsque la réexportation du véhicule a été constatée par la douane.

Pour les moyens de transport visés au présent paragraphe, qui se trouvent en libre pratique dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et qui sont présentés à un office douanier en vue de l'exportation temporaire, la douane délivre, sur demande, un document d'exportation temporaire pour servir de justification du droit à l'exemption lors de la rentrée. Ce document donne le signalement du moyen de transport.

§ 8. Les triptyques, carnets de passages en douane, certificats d'admission temporaire et tous autres documents délivrés pour un moyen de transport tombant sous l'application du § 1er, 2°, ne peuvent couvrir l'importation et le séjour de celui-ci que

pendant le délai de leur validité. Sauf le cas où une prorogation a été accordée, ce délai ne peut dépasser une année à compter du jour où le document a été délivré.

§ 9. Lorsque les documents visés au § 8 ne sont pas déchargés avant l'expiration du délai de leur validité, les droits d'entrée sont exigibles.

Dispense du paiement de ces droits peut être accordée par le directeur général des douanes et accises ou par les fonctionnaires qu'il délègue lorsque, les formalités à la sortie n'ayant pas été régulièrement remplies, il est néanmoins établi que le moyen de transport repris au document a été exporté.

§ 10. La franchise prévue par le présent article ne s'applique pas aux moyens de transport qui sont manifestement aménagés ou équipés, soit pour soustraire des marchandises à la visite, soit pour rendre inefficaces les moyens autorisés par la loi pour contraindre un véhicule à s'arrêter, soit encore en vue de mettre hors de service les véhicules utilisés pour la poursuite."

Article 2.-

§ 1er. L'article 38, § 1er, 1°, de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1947 est remplacé par la disposition suivante :

"1° instruments et objets, que des artistes ou des personnes exerçant une profession libérale importent pour exercer temporairement leur profession dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise;".

§ 2. L'article 38, § 1er, 10°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"10° moyens de production importés temporairement en remplacement de ceux qui sont en réparation ou en attendant la livraison de ceux qui ont été achetés;".

§ 3. L'article 38, § 1er, 11°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"11° matrices, clichés, moules et objets similaires qui sont envoyés en prêt pour la fabrication de marchandises qui seront exportées;".

§ 4. L'article 38, § 1er, 14°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"14° objets de réclame ou de propagande qui, de par leur nature, ne peuvent servir qu'à faire de la réclame pour une marchandise déterminée ou qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter des pays étrangers ou des localités étrangères ou à assister à l'étranger à des réunions ou à des manifestations présentant un caractère touristique ou sportif;".

§ 5. L'article 38, § 1er, du même arrêté est complété comme suit :

"17° matrices d'imprimerie et clichés -autres que les compositions typographiques ordinaires avec chiffres ou lettres - qui sont envoyés en prêt pour l'impression de gravures, images, vignettes et similaires, dans des périodiques ou dans des livres.".

Article 3.-

Le présent arrêté entre en vigueur le

Bruxelles, le

(Signature du Ministre des Finances.)

MINISTERIEEL BESLUIT TOT REGELING VAN DE VRIJSTELLING
IN ZAKE DOUANE.

De Minister van Financiën,

Gelet op § 13, 1°, i, en op § 15, 1°, a, van de inleidende bepalingen van het tarief van invoerrechten behorende bij de Belgisch-Luxemburgs-Nederlandse douaneovereenkomst, goedgekeurd bij de wet van 5 September 1947;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 December 1947 tot regeling van de vrijstellingen inzake douane, zoals het is gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 September 1948, 29 Augustus 1949 en 13 September 1949;

Op voorstel van de Administratieve Raad voor de douaneregelingen;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

Artikel 17 van het ministerieel besluit van 19 December 1947 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

"Artikel 17.-

§ 1. Onder de hierna aangeduide voorwaarden wordt gehele vrijstelling van invoerrecht verleend voor :

1° vervoermiddelen die het land binnenkomen na te zijn uitgevoerd uit het grondgebied van de verdragsluitende partijen van de Belgisch-Luxemburgs-Nederlandse douaneovereenkomst, waar zij zich in het vrije verkeer bevonden;

2° vervoermiddelen welke tijdelijk worden ingevoerd :

a) door personen die hun hoofdverblijf niet hebben in het onder 1° bedoeld grondgebied, en die deze vervoermiddelen voor hun persoonlijk gebruik bezigen.

Heeft zijn hoofdverblijf niet in boven vermeld grondgebied hij die er gemiddeld minder dan zes maanden per jaar verblijf houdt.

Onder persoonlijk gebruik wordt verstaan het gebruik voor andere doeleinden dan het vervoer van personen tegen betaling of het bedrijfsmatig vervoer van goederen;

b) door ondernemingen waarvan de zetel van het bedrijf zich niet op boven vermeld grondgebied bevindt en die deze vervoermiddelen in het internationaal verkeer aanwenden voor het vervoer van personen of goederen;

3° voorwerpen die tot de gebruikelijke en normale uitrusting van de onder 1° en 2° bedoelde vervoermiddelen behoren.

.../....

§ 2. Het is verboden :

- 1° aan de personen of ondernemingen die niet voldoen aan de voorwaarden in § 1, 2°, gesteld, de in dezelfde bepaling bedoelde vervoermiddelen te gebruiken in het grondgebied van de verdragsluitende partijen van de Belgisch-Nederlands-Luxemburgse douaneovereenkomst;
- 2° in het onder § 1, 2°, a, bedoelde geval vervoermiddelen voor onder ander dan persoonlijk gebruik te bezigen;
- 3° in het onder § 1, 2°, b, bedoelde geval aan boord van de vervoermiddelen, op een punt binnen voormeld grondgebied, personen of goederen te nemen om deze te vervoeren naar een ander punt van dat grondgebied. De directeur-generaal der douanen en accijnzen kan afwijkingen van deze bepaling verlenen voor het rollend spoorwegmaterieel dat in het internationaal verkeer gebruikt wordt.

§ 3. De motorrijtuigen voor het vervoer langs de weg, ingevoerd onder de voorwaarden bij § 1, 1°, bepaald, worden met vrijstelling van invoerrecht toegelaten op vertoon van een door een Belgisch, Luxemburgs of Nederlands douanekantoor afgegeven document waaruit blijkt dat hun aanwezigheid in het vrije verkeer reeds werd vastgesteld.

Aan personen die in de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie verblijf houden, wordt zulk document afgegeven op vertoon van het rijtuig aan een douanekantoor en onder overlegging van documenten, waaruit blijkt :

.../...

- 1° hetzij dat het rijtuig in het grondgebied van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie regelmatig is verkregen;
- 2° hetzij dat het in het grondgebied werd vervaardigd;
- 3° hetzij dat het regelmatig werd ingevoerd tegen betaling van het invoerrecht of onder begunstiging van een definitief verkregen vrijstelling.

§ 4.1° De motorrijtuigen voor het vervoer langs de weg, tijdelijk ingevoerd onder de voorwaarden bij § 1, 2°, bepaald, worden, onder voorwaarde van wederuitvoer, met vrijstelling van invoerrecht toegelaten onder dekking van een der hierna vermelde documenten :

- a) triptiek of carnet de passages en douane afgegeven door een vereniging die daartoe is aangenomen door de directeur-generaal der douanen en accijnzen of de ambtenaar die hij machtigt;
- b) certificaat voor tijdelijke invoer van motorrijtuigen, afgegeven door een Belgisch, een Luxemburgs of een Nederlands douanekantoor. Zulk certificaat kan op het kantoor van invoer bekomen worden, op aangifte van belanghebbende en tegen het stellen van een zekerheid om de eventuele invordering van het invoerrecht te waarborgen.

De documenten onder a en b bedoeld, moeten, benevens de naam en het adres van de invoerder, hun geldigheidsduur vermelden. Zij moeten tevens een beschrijving geven van het voertuig waarvoor zij worden afgegeven, met aanduiding van al de bijzonderheden die nodig zijn voor de identificatie van het rijtuig en voor de berekening van de rechten welke verschuldigd kunnen worden.

Zij zijn slechts geldig indien zij zijn afgegeven aan een onder § 1, 2°, bedoelde persoon of onderneming.

- 2° De documenten voor de tijdelijke invoer met vrijstelling van onder 1° bedoelde motorrijtuigen voor het vervoer langs de weg worden afgeschreven indien daarop door een Belgisch, Luxemburgs of Nederlands douanekantoor een visum van uitvoer is gesteld waaruit blijkt dat het rijtuig binnen de voorgeschreven termijn het in § 1, 1°, bedoelde grondgebied heeft verlaten.
- 3° Aanhangwagens of woonwagens voortgetrokken door motorrijtuigen voor het vervoer langs de weg genieten de vrijstelling onder dezelfde voorwaarden als laatstgenoemde vervoermiddelen. Ze moeten het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk document, onafhankelijk van datgene voor het voorttrekkend rijtuig. De toerismerijtuigen en de er aan gekoppelde aanhangwagentjes, welke uitsluitend dienen voor het vervoer van de persoonlijke bagage van de inzittenden van het rijtuig, mogen nochtans het voorwerp uitmaken van hetzelfde document.

§ 5. Luchtvaartuigen, in België, in het Groot-Hertogdom Luxemburg of in Nederland geïmmatriculeerd, worden met vrijstelling van invoerrecht toegelaten indien wordt bewezen dat aan de in § 1, 1°, bepaalde voorwaarde is voldaan.

- § 6. 1° Luchtvaartuigen ingevoerd in de voorwaarden bij § 1, 2°, bepaald, worden, onder voorwaarde van wederuitvoer, met vrijstelling van invoerrecht toegelaten onder dekking van een der hiernavermelde documenten :

.../...

- a) carnet de passages en douane, afgegeven door een vereniging die daartoe is aangenomen door de directeur-generaal der douanen en accijnzen of de ambtenaar die hij machtigt;
- b) een certificaat voor tijdelijke invoer. Zulk certificaat kan op het kantoor van invoer bekomen worden op aangifte van belanghebbende en tegen het stellen van een zekerheid om de eventuele invordering van het invoerrecht te waarborgen.

De documenten onder a en b bedoeld, moeten, benevens de naam en het adres van de invoerder, hun geldigheidsduur vermelden. Zij moeten tevens een beschrijving geven van het luchtvaartuig waarvoor zij worden afgegeven, met aanduiding van al de bijzonderheden die nodig zijn voor de identificatie van dat luchtvaartuig en voor de berekening van de rechten welke verschuldigd kunnen worden.

- 2° Het carnet de passages en douane of het certificaat voor tijdelijke invoer wordt afgeschreven indien de uitvoer van het luchtvaartuig is bevestigd door een visum van de douane van het luchtvaartterrein van vertrek en door een certificaat van aankomst in het buitenland, uitgereikt door de douane van het land waar het luchtvaartuig is aangekomen.

§ 7. Andere vervoermiddelen dan bedoeld in §§ 3, 4, 5 en 6 worden vrij ten invoer toegelaten indien vaststaat dat zij uit het vrije verkeer werden uitgevoerd uit het onder § 1, 1°, bedoelde grondgebied, of dat zij tijdelijk worden ingevoerd onder de in § 1, 2°, bepaalde voorwaarden. Op verzoek van de douane, moeten de invoerders het recht op vrijstelling bewijzen.

.../...

Wanneer bij de invoer niet kan worden bewezen dat het vervoermiddel, ten aanzien waarvan de vrijstelling is gevraagd op grond van § 1, 1°, onder toepassing van deze bepaling valt, moet een zekerheid worden gesteld om de eventuele invordering van het invoerrecht te waarborgen. In zulk geval wordt een document uitgereikt ter vaststelling van de omstandigheden waarin de invoer is geschied. Dit document wordt afgeschreven zodra is bewezen dat het vervoermiddel onder toepassing van § 1, 1°, valt.

Dezelfde bepalingen gelden indien de douane het nodig acht de wederuitvoer te controleren van een vervoermiddel dat ingevoerd wordt onder de in § 1, 2°, bepaalde voorwaarden. In dergelijk geval wordt het uitgereikte document afgeschreven wanneer de wederuitvoer van het voertuig door de douane is vastgesteld.

Voor de vervoermiddelen in deze paragraaf bedoeld, die zich in vrij verkeer bevinden in het grondgebied van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en die met het oog op tijdelijke uitvoer aan een douanekantoor worden vertoond, rekt de douane, op verzoek, een document van tijdelijke uitvoer uit, hetwelk bij wederinvoer dient als bewijs van het recht op vrijstelling. Dat document geeft het signalement van het vervoermiddel.

§ 8. Triptieken, carnets de passages en douane, certificaten voor tijdelijke invoer en alle andere documenten afgegeven voor een vervoermiddel dat onder toepassing van § 1, 2°, valt, kunnen de invoer en het verblijf daarvan slechts dekken gedurende

.../...

hun geldigheidsduur. Behoudens wanneer verlenging werd toegestaan, mag deze geldigheidsduur niet langer zijn dan één jaar te rekenen van de dag van afgifte van het document.

§ 9. Indien de in § 8 bedoelde documenten niet vóór het verstrijken van hun geldigheidsduur zijn afgeschreven, is het invoerrecht verschuldigd.

Vrijstelling van betaling van het invoerrecht kan door de directeur-generaal der douanen en accijnzen, of de ambtenaren die hij machtigt, worden verleend wanneer de formaliteiten bij uitvoer niet regelmatig werden vervuld, maar toch vaststaat dat het in het document vermelde vervoermiddel is uitgevoerd.

§ 10. De vrijstelling in dit artikel bepaald geldt niet voor vervoermiddelen die kennelijk zijn ingericht of toegerust om goederen aan het toezicht te onttrekken of om de door de wet geoorloofde middelen om voertuigen te doen stilhouden te vrijdelen, of nog om de voor de achtervolging gebruikte voertuigen buiten dienst te stellen."

Artikel 2.-

§ 1. Artikel 38, § 1, 1°, van het ministerieel besluit van 19 December 1947 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"1° instrumenten en voorwerpen, welke artisten of personen met een vrij beroep invoeren om tijdelijk hun beroep in de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie te komen uitoefenen; ".

.../...

§ 2. Artikel 38, § 1, 10°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"10° productiemiddelen, tijdelijk ingevoerd ter vervanging van in herstelling zijnde dergelijke middelen of in afwachting van de aflevering van gekochte dergelijke middelen;".

§ 3. Artikel 38, § 1, 11°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"11° matrijzen, clichés, vormen en dergelijke voorwerpen, welke in bruikleen worden ingevoerd voor de vervaardiging van naar het buitenland te leveren goederen;".

§ 4. Artikel 38, § 1, 14°, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"14° voorwerpen voor reclame of propaganda, die uiteraard enkel kunnen dienen als reclamemiddel voor een bepaald product of die als voornaamste oogmerk hebben het publiek er toe aan te zetten vreemde landen of steden te bezoeken of in het buitenland deel te nemen aan vergaderingen of aan manifestaties van toeristische of sportieve aard;".

§ 5. Artikel 38, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld :

"17° matrijzen en cliché's -andere dan gewone typografische composities met letters of cijfers - die in bruikleen worden ingevoerd voor het drukken van gravures, prenten, vignetten en dergelijke, in tijdschriften of in boeken.".

.../ ...

Artikel 3.-

Dit besluit treedt op in
werking.

Brussel , .

(Handtekening van de Minister van Financiën).

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : A. VRANCKX,
de Heren :

conseiller d'Etat,
raadsheer van State,

président
voorzitter

J. COYETTE,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

L. FREDERICQ,

assesseurs de la section
de législation,

G. DOR,

bijzitters van de
afdeling wetgeving,

J. COOLEN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M. VRANCKX.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H.VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. COOLEN.

(signé) A.VRANCKX.

des Finances.
van Financiën.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

Le

1951.

De

1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat
f.f.,

De w.n.Griffier van de Raad van
State,

J.CYPRES,
Greffior adjoint,
Adjunct-griffier.